

Lever les obstacles aux services de santé au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tunisie : un programme de renforcement du leadership des jeunes dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme

Appel à candidatures

Vous êtes jeune et activiste au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou en Tunisie ? Le changement social et la réduction des obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de santé vous intéressent ? Si oui, ce programme novateur pourrait être pour vous !

Trop souvent, ce sont les jeunes – particulièrement parmi les populations clés et vulnérables – qui ont le plus de difficulté à accéder aux services de santé, en raison d'obstacles liés aux droits humains comme la stigmatisation, la discrimination et la criminalisation. Pour que ces obstacles soient levés, il faut habiliter les jeunes, dans toute leur diversité, à diriger le plaidoyer pour le changement.

Or, les jeunes n'ont souvent pas accès aux plateformes qui les concernent et ne peuvent souvent pas participer de manière significative aux décisions qui touchent leur vie. S'appuyant sur son initiative « Lever les obstacles », le Fonds mondial, avec la Fondation Thomson Reuters, souhaite changer cet état de fait en jetant des ponts entre les organisations de la société civile – en particulier celles dirigées par et pour les communautés touchées – et les médias, afin d'offrir aux jeunes activistes les outils nécessaires pour s'exprimer.

Ce mois de décembre, le Fonds mondial et la Fondation Thomson Reuters lancent la première cohorte francophone d'un programme à l'intention des organisations de la société civile et des journalistes au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tunisie. Le programme appuiera des membres des organisations de la société civile et leurs réseaux dans leurs efforts visant à éliminer les obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de santé. Il s'agit d'une part d'améliorer les compétences de ces membres en matière de communication et de mobilisation des médias, et d'autre part d'aider les journalistes à faire des reportages exacts et d'autorité dans ce domaine.

Le programme commencera par une formation en personne de cinq jours en décembre 2024, suivie d'une série d'activités participatives se déroulant jusqu'à la fin de 2026.

Vous trouverez ci-dessous des informations additionnelles sur le programme et sur les modalités de candidature.

1. Contexte

Depuis 2019, [le Fonds mondial et la Fondation Thomson Reuters](#) collaborent pour amplifier le plaidoyer des groupes marginalisés qui demandent un accès équitable aux services de santé. Des progrès ont été réalisés, mais modifier des lois et des politiques discriminatoires et éliminer la stigmatisation représentent toujours un immense défi. S'appuyant sur son partenariat avec la Fondation, le Fonds mondial cherche aujourd'hui à mettre en valeur et à soutenir le rôle essentiel que jouent les jeunes leaders et la jeunesse en général dans l'amélioration des droits humains, de l'égalité des genres et de l'équité des services de santé pour les groupes les plus vulnérables de la société.

Durant la période 2024-2026, la Fondation Thomson Reuters et le Fonds mondial offriront un soutien aux jeunes leaders de la société civile et journalistes basés dans les pays participant à l'initiative « Lever les obstacles » du Fonds mondial qui aspirent à opérer un changement majeur dans le discours public sur les droits humains et à bâtir des sociétés plus justes et égalitaires. La Fondation et le Fonds mondial estiment que les médias et la société civile ont des rôles essentiels à jouer dans ce domaine :

- **Le rôle des communautés et des organisations de la société civile.** Travaillant en première ligne du changement social, les communautés et les organisations de la société civile sont des partenaires essentiels du plaidoyer en faveur des groupes marginalisés et vulnérables, de la prestation des services et de la mobilisation des communautés. Comme elles œuvrent auprès des personnes marginalisées et vulnérables, les organisations de la société civile possèdent souvent une connaissance approfondie de leurs besoins et l'expertise nécessaire pour leur procurer les moyens d'exiger de meilleurs services de santé. Elles mènent des études, font de la sensibilisation sur les disparités en matière de santé et exercent des pressions sur les gouvernements et d'autres parties prenantes pour modifier les politiques et promouvoir un accès équitable aux services de santé. En amplifiant la voix des groupes marginalisés et en plaidant pour leurs droits, les organisations de la société civile contribuent de manière significative aux efforts visant à améliorer les résultats en matière de santé pour tous les membres de la société.
- **Le rôle des journalistes.** Les journalistes ont un rôle vital à jouer dans la réduction des obstacles aux services de santé pour les groupes marginalisés. Ils disposent d'une puissante capacité d'influence pouvant prendre différentes formes : sensibilisation aux disparités, enquêtes pour mettre au jour des problèmes systémiques, mise en évidence de solutions efficaces et information du public. Avec

des reportages de qualité et exacts, les journalistes peuvent changer les perceptions du public et les orientations politiques et, à terme, catalyser un changement positif vers un accès équitable aux services de santé.

2. Le programme

Le programme commencera par une formation en personne de cinq jours en décembre 2024, suivie d'une série d'activités participatives se déroulant jusqu'à la fin de 2026. Il offre aux jeunes leaders de la société civile et journalistes un soutien à long terme et ciblé dans leurs efforts pour opérer un réel changement dans les attitudes, les pratiques et les politiques.

Les participantes et les participants auront l'occasion de progresser étape par étape dans le programme, comme suit :

- a) Accueil dans le programme par des conversations individuelles avec un membre du personnel du Fonds mondial et/ou de la Fondation Thomson Reuters.
- b) Participation à la formation innovante à deux volets de la Fondation Thomson Reuters à Dakar, au Sénégal, du 2 au 6 décembre 2024 **(en personne, obligatoire)**
 - La formation de cinq jours comporte des modules en personne, des travaux d'équipe, des allocutions d'experts invités, des exercices et des travaux individuels.
 - Les volets de formation pour les organisations de la société civile et les journalistes se dérouleront dans des salles distinctes. Des séances plénières visant à mettre en commun les deux volets sont également à l'ordre du jour. Ces séances seront l'occasion pour les participantes et les participants de mettre en pratique leurs compétences auprès de pairs professionnels, d'échanger sur leur travail et de réseauter.
 - La formation se déroulera en français.
 - Les participantes et les participants doivent préparer une présentation succincte, intéressante et informative de 90 secondes sur une initiative clé, et se préparer à répondre aux questions avec confiance. Lors d'une séance plénière, les participantes et les participants auront l'occasion de faire leur présentation devant des journalistes, qui pourront ensuite les interviewer.
- c) Possibilité de mentorat individualisé sur un objectif de communication convenu. Les places de mentorat seront accordées au mérite. Les propositions doivent porter sur le sujet des droits humains et de la santé. De petites subventions seront accordées aux candidatures retenues.
- d) Accès à une aide juridique. Les organisations de la société civile auront accès à ce soutien en adhérant à TrustLaw, le plus grand service d'aide juridique *pro bono* du monde. Par l'intermédiaire de TrustLaw, la Fondation Thomson Reuters aide les

organisations de la société civile à tirer parti de l'expertise gratuite d'avocats qui peuvent répondre à leurs besoins en matière de recherche juridique et de développement de capacités. Les documents requis pour une demande d'adhésion sont les suivants, sans s'y limiter : a) les documents d'enregistrement de l'organisation, b) les statuts de l'organisation, c) le dernier rapport annuel, d) les derniers états financiers.

- e) Introduction à un réseau de jeunes activistes et journalistes ayant suivi la formation. Les membres de ce réseau auront des occasions de se réunir à des moments clés durant toute la durée du programme (2024-2026). Il pourra s'agir d'événements réunissant les membres et de journées thématiques, comme la Journée mondiale de lutte contre le sida ou d'autres événements régionaux.
- f) Accès à d'autres possibilités de soutien : formation supplémentaire, soutien de TrustLaw ou mentorat individuel.

3. Résultats espérés du programme

Les participantes et les participants développeront leurs compétences en journalisme et en communication à travers la formation initiale et leur participation ultérieure au programme (jusqu'à la fin de 2026). À l'issue du programme, les participantes et les participants devraient mieux maîtriser les pratiques exemplaires et afficher plus de confiance et de motivation lorsqu'ils réaliseront des reportages ou des communications touchant des questions de droits humains en lien avec les services de santé. Les participantes et les participants devraient également connaître les modalités d'accès à l'aide juridique du réseau TrustLaw de la Fondation Thomson Reuters.

Le volet à long terme du programme offre aux personnes ayant terminé la formation la possibilité de participer à des activités de suivi, y compris des séances plénières favorisant les interactions entre les journalistes et les organisations de la société civile. La Fondation Thomson Reuters et le Fonds mondial considèrent que cette approche à long terme est indispensable au développement d'un réseau productif d'organisations de la société civile et de journalistes capables d'expliquer pourquoi la levée des obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de santé doit être une partie intégrante de toute initiative visant l'amélioration de la santé de tous membres de la société, sans exception.

4. Principes du programme

Le programme est pratique et interactif. Les participantes et les participants se pencheront sur des problèmes réels auxquels ils et elles sont confrontés dans leur travail, ainsi que sur des scénarios hypothétiques. Les participantes et les participants devront contribuer aux discussions et témoigner de leurs propres expériences.

Nous insistons sur le fait que toutes les activités participatives du programme, y compris la formation en personne, se dérouleront dans un environnement sûr et que le respect et l'équité seront de rigueur.

Le Fonds mondial et la Fondation Thomson Reuters s'attendent à ce que :

- les participantes et les participants contribuent au programme de manière respectueuse, constructive et significative pendant et après la formation ;
- les participantes et les participants issus de la société civile et du journalisme forment des réseaux et identifient des problèmes qui alimenteront les reportages et la création de contenu ;
- les participantes et les participants se présentent, échangent leurs connaissances et leurs expériences de travail et présentent des exemples de difficultés qu'ils ont surmontées ;
- les participantes et les participants prennent part activement et en continu à toutes les étapes du programme décrites précédemment.

5. Coûts liés à la participation au programme

Le programme est conçu pour soutenir les activités existantes que vous et votre organisation mettez déjà en œuvre. Il n'est pas attendu que les participantes et les participants aient à payer des frais supplémentaires.

La Fondation Thomson Reuters et le Fonds mondial assumeront les coûts suivants associés à la participation au programme, plus spécifiquement pour les événements en personne :

- Vols internationaux et nationaux (classe économique)
- Frais de visa, le cas échéant
- Frais d'hébergement pour les événements en personne
- Autres moyens de transport locaux vers et depuis le lieu de la formation, y compris les transferts aéroportuaires
- Repas et rafraîchissements et/ou une indemnité journalière couvrant les repas non fournis pendant les heures de formation

La Fondation Thomson Reuters et le Fonds mondial envisageront le remboursement d'autres coûts raisonnables que les participantes et les participants pourraient avoir à engager pour assister à des événements en personne. Le remboursement des coûts autres que ceux énumérés ci-dessus devra être négocié et convenu à l'avance.

P5. Admissibilité au programme

Les conditions d'admissibilité des candidats et candidates des organisations de la société civile sont les suivantes :

- Être au service ou membre affilié d'une organisation de la société civile soit : a) dirigée par des jeunes, ou soit b) ayant un programme axé sur la jeunesse. Cette organisation doit :
 - avoir un lien actif avec une subvention du Fonds mondial et/ou travailler directement à la réduction des obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et/ou le paludisme ;
 - être admissible à TrustLaw – [les critères sont décrits ici](#).
- Occuper un emploi ou avoir une participation active dans le domaine des communications et/ou du plaidoyer en lien avec le VIH, la tuberculose et/ou le paludisme.
- Prendre part à des projets ou initiatives organisationnels axés sur la santé et les [droits humains](#) des populations clés, vulnérables ou mal desservies dans le contexte du VIH, de la tuberculose et/ou du paludisme.
- Travailler au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou en Tunisie.
- Avoir au moins trois années d'expérience professionnelle pertinente.
- Avoir 30 ans ou moins au moment de présenter sa candidature.
- Parler couramment le français.
- Avoir une connaissance pratique de l'anglais pour pouvoir travailler avec TrustLaw. Dans le cas contraire, l'organisation qui parraine la candidature doit avoir cette capacité.
- Être titulaire d'un passeport valide et pouvoir se rendre à Dakar, au Sénégal, aux dates indiquées pour la formation.

Si votre candidature est retenue, vous devrez fournir une lettre d'appui de votre responsable ou d'un haut responsable de l'organisation de la société civile pour laquelle vous travaillez ou à laquelle vous êtes affilié(e). Dans cette lettre, il doit être confirmé que vous serez disponible pour vous déplacer et participer à la formation de cinq jours et, dans la mesure du possible, que vous bénéficiez d'un accord de principe pour votre participation ultérieure aux activités offertes dans le cadre du programme, principalement par le biais d'une participation à distance.

[POSTULEZ ICI](#) – *Les candidatures en français ou en anglais seront acceptées.*